

CONSEQUENCES DES INTEMPERIES A BOUIRA

Une véritable catastrophe pour les agriculteurs

"Si les pouvoirs publics ne prennent pas de décisions fermes en déclarant la wilaya de Bouira zone sinistrée, les conséquences sur l'agriculture seront dramatiques. Et l'effet PNDA (Plan national pour le développement agricole) qui a porté ses fruits dans notre wilaya aura été vain".

Yazid Yahiaoui

Bouira (Le Soir) - Ce sont là les cris de détresse des représentants des agriculteurs au niveau de la wilaya de Bouira, rencontrés ce jeudi à la Chambre d'agriculture, qui, passé le moment de surprise, viennent de réaliser combien les dernières intempéries ont endommagé les cultures et les constructions.

A commencer par l'oléiculture, pour la seule région de M'chedallah, ce sont des centaines de milliers d'oliviers qui ont été complètement ou partiellement endommagés par la neige. En effet, et cela nous l'avons constaté de visu, les tailles horizontales effectuées dans cette région, contrairement aux autres régions du pays où celles-ci se font verticalement, ont fait que la plupart des branches des oliviers ont cédé sous le poids de la neige.

"Si cette situation n'est pas prise en charge par les pouvoirs publics à travers des indemnités pour la coupe des branches endommagées, le

traitement du bois coupé ainsi que l'incinération des feuillages, une véritable catastrophe s'abattra sur l'olivier à travers la mouche du bois qui se prolifère d'une manière extraordinaire et qui s'attaque aux jeunes rameaux" nous dira à ce sujet Mohand Meziani, l'un des représentants de l'association des oléiculteurs de la wilaya de Bouira. Rappelons que la wilaya de Bouira, grâce au soutien de l'Etat dans le cadre du Plan de développement agricole, a vu la surface plantée d'oliviers passer de 14 933 hectares en 2000 à 18 854 hectares, alors que le nombre d'arbres est passé de 1 354 128 oliviers à 1 570 865.

En outre, notre interlocuteur nous dira que des correspondances ont été adressées aux différentes communes pour se rapprocher de leurs agriculteurs, lesquels seront appelés à dresser l'état des lieux de leurs cultures ou leurs élevages. Et au sujet des autres cultures,

nous avons appris ce samedi au niveau de la Chambre d'agriculture de Bouira, que les agrumes ont été aussi largement atteints, surtout les citronniers qui n'ont pas pu résister aux gelées de plusieurs nuits successives, ainsi que les jeunes plantations qui ont vu les meilleures branches gardées lors de la taille de formation, se briser sous le poids de la neige.

Par ailleurs, l'apiculture a subi elle aussi d'importants dégâts, et la plupart des apiculteurs parlent de catastrophe. A titre d'exemple, pour les seuls cas que nous avons pu vérifier, M. Karim Rchal qui possède cent ruches nous dira que seuls quatre ruchers ont survécu mais là encore avec beaucoup d'abeilles mortes. Un autre, Hocine de M'chedallah, a vu ses trente ruches complètement détruits. Mêmes dégâts constatés au niveau de la coopérative apicole d'Ain-Laloui, d'après son directeur rencontré également ce jeudi à la Chambre d'agriculture. A Saharidj, Aghbalou, Haizer, Ahnif, et tant d'autres communes, des

centaines de ruches se sont complètement vidées suite aux gelées et autres températures qui avaient atteint les seuils de - 10°C, et d'après des spécialistes, les abeilles peuvent résister seulement jusqu'à - 6°C.

Enfin, concernant les éleveurs, si pour le moment l'on ignore les dégâts occasionnés sur le cheptel bovin qui vit en transhumance, surtout dans la région de Taghzout, Haizer, Saharidj et Aghbalou, l'on sait cependant que les aviculteurs ont été aussi lourdement touchés.

Et jusqu'à jeudi dernier, douze parmi eux ont signalé l'effondrement de leurs poulaillers et la mort de milliers de poules. Toutes ces données, les pouvoirs publics locaux se doivent de les maîtriser pour convaincre la tutelle, à savoir le ministère de l'Agriculture, de la nécessité de venir en aide aux agriculteurs surtout que les conséquences de ces dégâts se répercuteront négativement sur la production pour au moins les cinq années à venir.

Y. Y.

ROUBA

42 ans après, elle est expulsée de son logement

Après avoir habité sa maison durant quarante-deux années, une veuve de moudjahid, âgée de 68 ans se voit dans l'obligation de quitter sa demeure après le jugement rendu par la cour de Boumerdes. Cette personne qui a tenu à se déplacer à la rédaction du *Soir d'Algérie*, a évité de commenter la décision de justice, mais elle s'est interrogée "sur quelle base la justice de mon pays a prononcé un tel verdict à mon encontre, alors que tous les documents en ma faveur attestant de la légitimité de mes droits ont été remis aux autorités judiciaires concernées."

A noter que cette décision d'expulsion fait suite à un litige qui oppose la dame en question à son beau-frère au sujet d'une soi-disant villa située au 03 rue des frères Lumière à Rouiba. En effet, le nommé B. S. a décidé de porter l'affaire devant la justice "sous prétexte que la bâtisse est une villa qui lui appartenait". Selon notre source, «la demeure en question se situe dans un immeuble à usage d'habitation collectif réparti en quatre appartements, deux familles habitent au rez-de-chaussée alors qu'au palier supérieur se trouvent deux familles, celle de B. S. et de la requérante Mme Veuve Bouneghar. «Cette situation est confortée par des documents dont une fiche d'évaluation délivrée par les services des Domaines de Rouiba, confirmée par l'OPGI de Réghaia et ce, à la demande de la cour de Boumerdes. Sans compter les reçus de loyer dont nous disposons depuis 1964. A ma grande surprise, cette dernière rend son verdict considérant que le logement que j'occupe avec mes six enfants n'est autre qu'une suite à l'appartement de B. S. qui fait face à la mienne», explique notre interlocutrice.

Face à cette situation, la dame expulsée de son logement interpelle les hautes autorités du pays pour que toute la lumière soit faite sur son cas, en considérant que le dossier remis à la justice plaide largement en sa faveur. »

A. B.

RÉPONDANT À LA DÉCISION DE LEUR SYNDICAT

Les vétérinaires en grève le 12 février prochain

Les vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique entameront une grève de trois jours à partir du 12 février prochain, et ce, à travers tout le territoire national.

Les raisons qui les ont poussées à décider de ce débrayage résident dans le fait qu'ils se sentent lésés dans leurs droits fondamentaux, notamment par rapport à "la dégradation de leur situation socioprofessionnelle". Cette décision de grève qui a été impulsée par l'instance du bureau national du syndicat des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique est venue après qu'un document intitulé "réflexion sur l'état des lieux des services vétérinaires et aspirations des vétérinaires fonctionnaires" eut été déposé le 9

novembre dernier au niveau du ministère de l'Agriculture et du Développement rural avec des copies transmises à d'autres ministères, entre autres, celui du Travail et de la Sécurité sociale et pour lequel aucune réaction n'a été constatée, tout comme la réunion qui a regroupé le chef de cabinet du ministère de l'Agriculture et le directeur des services vétérinaires avec les membres du bureau national du syndicat des vétérinaires n'avait apporté aucune solution à leurs doléances.

Sur la base de ces évaluations, le syndicat a décidé de passer à l'acte en déposant, conformément à la loi et pour la dernière fois, une plate-forme de revendications au niveau de leur ministère de tutelle. Parmi les revendications figurant sur la plate-forme, l'on peut citer l'indemnité spécifique globale allant jusqu'à 70% du salaire de base et qui touche toutes les catégo-

ries des vétérinaires en exercice, la prime de campagne, l'indemnité d'amélioration des performances ainsi que l'indemnité de responsabilité. Ceci pour le court terme, pour le moyen terme, ils revendiquent la création d'une direction générale de services vétérinaires ainsi qu'une direction wilayale qu'ils estiment seules à régler leurs problèmes, notamment en dotation en moyens humains et matériels. Il y a lieu de signaler que si cette grève, nous dit-on, ne donne aucun résultat palpable, les vétérinaires seront obligés de la renouveler par une autre de quatre jours.

Notons enfin que sur les 1200 vétérinaires travaillant dans le secteur public, environ 1100 sont adhérents au syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique ce qui représente un taux de 90%.

M. B.

OUACIFS

Deux ans après sa naissance, la petite Eva se trouve toujours tronquée de son prénom

Par la faute de l'excès de zèle d'un agent de l'état civil, une petite fille de Ouacifs a toujours une existence administrative partielle car tronquée du prénom Eva que ses parents lui ont choisi et que cet agent récuse.

En effet, deux ans après sa naissance, puisque ayant vu le jour le 21 janvier 2003, ce petit bout humain n'a toujours pas de prénom. Officiellement cela s'entend, car au sein de la famille, bien avant la venue au monde du bébé, décision a été

prise de le prénomner Eva. Et c'est justement ce prénom, pas algérien aux yeux d'un agent de l'état civil à l'échelle de la mairie de Boghni, la petite fille a vu le jour à l'hôpital de cette localité, qui est derrière l'inscription partielle du nouveau-né sur le registre des naissances. Car un relevé des actes de naissance de la petite fille a bien été établi mais l'espace réservé au prénom est resté vierge.

M. Mehareb Mhammed, professeur de langue anglaise au CEM Ousmail-Kaci, du chef-lieu de la daïra de Ouacifs, n'est pas allé par trente-six chemins pour situer la raison de ce niet au

niveau de la consonnance chrétienne du prénom choisi qui dérange. Et à notre interlocuteur d'affirmer tout aussi clairement sa chrétienté, comme pour montrer que le prénom choisi ne relève point d'un état d'âme comme c'est le cas pour nombre de parents, mais plutôt d'un acte mûrement réfléchi. "A ce que je sache, la liberté de confession est garantie par le premier document régissant le pays, à savoir la Constitution", déclare-t-il encore. Et ce qui l'intrigue le plus, c'est l'argument officiel avancé, et puisé d'un listing de prénoms officiels qui n'est plus de mise, sinon, poursuit-il, com-

ment se fait-il que des prénoms comme Oussama, Saddam et autres, évoquant de surcroît, de tristes personnalités, soient officiellement attribués à des nouveau-nés ?

Cependant, la cause semble entendue, même parfaitement entendue, pour ce père de famille plus que jamais décidé à aller au bout d'un combat, celui du triomphe des libertés, toutes les libertés, dit-il. Un combat qu'il dit susciter déjà l'admiration de membres d'une ONG qui seraient prêts à apporter leur appui, car l'affaire étant portée devant la justice.

Tafat K.

BOGHNI

Grève des travailleurs de l'APC

Les travailleurs de l'APC de Boghni ont observé, dimanche dernier, une journée de protestation pour exiger la satisfaction d'une plate-forme de revendications socioprofessionnelles, le suivi massif du mot d'ordre lancé par la section syndicale a provoqué la paralysie des services névralgiques tels le ramassage scolaire, l'état civil ou encore la voirie.

Il faut dire que les travailleurs avaient menacé de passer à l'action depuis plusieurs jours si leur situation financière n'était pas régularisée. Dans leur plate-forme, dont une copie nous a été remise, ils mentionnent, entre autres, les différentes primes (rendement, scolarité), les heures supplémentaires et rappels d'échéances qui n'ont pas été perçus ainsi que d'autres revendications comme les logements sociaux. Un premier préavis de grève a été lancé au milieu du mois de janvier dernier mais les travailleurs ont dû reporter l'exécution de leur menace de débrayer en raison des conditions climatiques exceptionnelles qui ont sévi récemment.

Ce n'est finalement que samedi dernier, dans la soirée, qu'ils se sont réunis en assemblée générale pour décider des actions à entreprendre à la lumière du compte rendu de leurs représentants syndicaux qui s'étaient longuement entretenus, la matinée, avec le président d'APC, en présence de l'inspecteur du travail et de M. Mohammedi, président de l'Union locale de Draâ El-Mizan de l'UGTA. Les résultats de cette entrevue n'ont pas semblé satisfaire les travailleurs et ce, malgré l'intervention du premier responsable de l'exécutif communal. Ce dernier, tout en reconnaissant l'état de précarité des travailleurs des collectivités locales, a tenté de raisonner les protestataires en leur expliquant que les retards enregistrés dans le traitement de leur situation financière étaient dus à des difficultés de trésorerie indépendantes de la volonté des élus. Il a, en outre, promis de régulariser incessamment les situations pendantes. Les travailleurs qui ont vainement demandé un engagement écrit ont, en fin de compte, après avoir laissé planer le spectre de la grève illimitée, opté pour une journée de protestation qui risque d'être un prélude à d'autres actions autrement plus "musclées", nous a affirmé un représentant syndical rencontré, hier, dans la cour du siège de l'APC où s'étaient rassemblés les travailleurs. Notre interlocuteur a ajouté "en guise de bonne foi, nous accordons un délai supplémentaire aux responsables pour qu'ils apportent des réponses concrètes à nos doléances, du moins pour les plus urgentes d'entre elles, faute de quoi, nous serons obligés de radicaliser notre mouvement de protestation en recourant, dans les jours à venir, à d'autres formes d'action".

Pour sa part, un membre de l'exécutif communal nous a déclaré jeudi dernier : "les portes du dialogue sont ouvertes. Nous ferons de notre mieux pour satisfaire les travailleurs et ne pas pénaliser la population".

A. A. Y.